

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

\*\*\*\*\*

COMMISSARIAT A LA SECURITE  
ALIMENTAIRE

\*\*\*\*\*

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple-Un But-Une Foi

**PLAN NATIONAL DE REPONSE AUX DIFFICULTES  
ALIMENTAIRES  
2006.**

## **1/ Justification :**

La campagne agricole 2005-2006 a enregistré une production de 3.136.593 tonnes toutes céréales confondues. Cette production est toutefois inégalement répartie sur l'ensemble du territoire avec des poches de déficits signalés notamment dans les régions de Mopti, et Tombouctou suite aux périodes de sécheresse enregistrées pendant la campagne. Le bilan céréalier prévisionnel qui prend en compte la production, les stocks et les importations et exportations dégage un excédent net de 79.440 tonnes avec des prévisions d'importation de 130 560 tonnes de riz et de 102 150 tonnes de blé (Ministère de l'Agriculture, 2006).

L'analyse approfondie des indicateurs et stratégies d'adaptation spécifiques des populations effectuée par le SAP en fin octobre 2005 puis en mars 2006 permet de conclure que la majorité des populations des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Kidal ne connaîtront pas de problèmes alimentaires majeurs en 2006.

Toutefois, les populations des communes de Bitangoungou, Essakane, MBouma, Issa Bèry, Tin Aïcha, Ardamalane (Goundam), Soumpi, Léré, Dianké (Niafunké) Farimaké (Youwarou), Bandiagara Urbain, Dandali, Soroly, Doucombo et Wadouba (Bandiagara) et certaines communes des cercles de Nara, Banamba, Mopti, Koro, Djénné et Baraoueli risqueront d'être en difficulté alimentaire en raison de la baisse relativement importante de leurs productions agricoles.

Aussi, la seule bonne campagne agricole 2005-2006 ne pourrait aucunement effacer toutes les difficultés auxquelles les populations ont été confrontées en 2004-2005 tout comme leur impact économique au niveau des ménages parmi lesquels :

- les pertes de bétail engendrées par la misère physiologique dans les régions du nord,
- la vente des bœufs de labour et autres moyens de production,
- les prêts annexés sur la nouvelle récolte auprès des commerçants et ou tous autres usuriers dans les zones agricoles du pays etc.

Dans le domaine de l'approvisionnement des marchés et de la commercialisation les niveaux des stocks commerciaux ont été moyens toute l'année 2005 et les prix sont restés élevés. En 2006 la situation d'approvisionnement sera certes meilleure à celle de 2005 mais les prix risqueront de ne pas enregistrer de baisse significative par rapport à 2004-2005 notamment pour le riz à cause du cours mondial du riz et de coûts élevés du transport.

Au regard de ce qui précède, le Groupe National SAP a recommandé entre autres actions :

- la reconstitution des stocks institutionnels et des banques de céréales ;
- la poursuite du programme nutritionnel déjà entamé dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro et Kayes et son extension au reste du pays ;
- la mise en œuvre des activités de maraîchage (semences et engrais) et de d'élevage à cycle court (embouche ovine, bovine, volaille etc..) en vue de générer à court terme des revenus monétaires pour les populations ;
- l'appui à la culture de contre saison de riz dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao afin d'améliorer les disponibilités alimentaires en riz du pays ;
- la poursuite des ventes d'intervention de l'OPAM ; la poursuite et le renforcement des différentes opérations de VCT (vivres contre travail), VCF (vivre contre formation) et l'appui aux cantines scolaires et à la scolarisation des filles ;
- la poursuite des aménagements de petits périmètres irrigués de proximité dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao.

Compte tenu de ces recommandations et en vue d'atténuer les difficultés et rendre favorables les conditions socioéconomiques des populations pour la réalisation des activités de développement , il est proposé un plan de réponse conformément à l'un des objectifs de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire à savoir améliorer la prévention et la gestion des crises alimentaires conjoncturelles afin de mieux assurer les conditions d'une sécurité alimentaire structurelle, durable et intégrée.

## **2/ Objectif global :**

Il s'agit d'améliorer la situation alimentaire dans les zones à risque de difficulté alimentaire afin de prévenir toute crise

## **3/ Objectifs Spécifiques**

Il consistent à :

- répondre en temps réel à l'ensemble des besoins alimentaires des populations en général, des populations en difficultés en particulier ;
- créer les conditions de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les conditions de vie des populations.

## **4/ Stratégie d'Intervention**

- suivre de façon très rapprochée la situation alimentaire et Informer régulièrement et à temps réel sur son évolution sur l'ensemble du pays ;
- mener des actions de réduction des difficultés alimentaires aiguës particulièrement dans les zones en difficulté et au niveau des groupes sociaux vulnérables ;

- faire assurer un approvisionnement régulier des marchés en céréales et autres produits alimentaires ;
- mener des actions de reconstruction des actifs productifs en vue de créer les conditions de réussite de la campagne agricole 2006-2007.
- faire coordonner par les comités de sécurité alimentaires les opérations d'appui aux populations en difficulté alimentaire

#### **4/ INTERVENTIONS**

##### **Les interventions suivantes sont proposées :**

- dans le domaine de l'assistance d'urgence en faveur des ménages:
  - faire mener des activités de cultures maraîchères et de céréales de décrue au niveau de 38 700 maraîchers individuels et de 6370 ménages ;
  - appuyer 150 groupes d'éleveurs durement touchés en 2004-2005 en suppléments alimentaires et en produits vétérinaires avec une assistance technique en vue de générer des ressources pouvant contribuer à la sécurité alimentaire.
- dans le domaine de la commercialisation et des perspectives d'évolution des prix des céréales pour la campagne 2006 il s'agit de :
  - reconstituer le Stock National de Sécurité (SNS) à son niveau optimal en Mars 2006,
  - constituer le stock d'intervention à hauteur de 34.000 Tonnes, dont une partie (10 000 tonnes) en riz importé avec suspension de la TVA pour minimiser la pression actuelle sur le riz local,
  - procéder à l'inventaire des banques de céréales à partir du mois de Mars 2006 avec une évaluation des stocks disponibles,
  - mener une étude sur les structures de prix des céréales,
  - renforcer l'évolution des stocks privés commerciaux et faire la situation tous les mois,
  - organiser des missions de suivi des exportations et importations sur quelques marchés clés du pays,
  - reporter le reliquat des achats institutionnels sur le riz importé au cas où la poursuite des activités de reconstitution entraînerait la flambée des prix des céréales sèches,
  - lancer les offres publiques de ventes de l' OPAM en cas de hausse brutale et généralisée des prix des céréales sèches
  - poursuivre les ventes d'intervention de l' OPAM dans les zones traditionnellement bénéficiaires et dans 7 localités qui sont Gourma Rharous, Niafunké, Goundam, Diré, Nioro, Yélimané et Nara
  - procéder à la création de 551 banques de céréales au cours de l'année ;
  - mener diverses activités de communication sur le plan national de réponse et les interventions prévues en vue d'assurer un meilleur approvisionnement des populations ;

#### **5/ Financement et CALENDRIER:**

Le Tableau ci-dessous indique le calendrier d'exécution, le niveau de financement et la contribution attendue des différents acteurs Etat, Collectivités, le PRMC, autres partenaires au développement et les autres acteurs.

## **6/ Processus de Mise en œuvre :**

Le Plan National de Réponse sera exécuté par les services relevant des ministères techniques, les organisations non gouvernementales et les opérateurs économiques avec une coordination par des Comités régionaux, locaux et communaux de sécurité alimentaire sur le terrain et par le Comité Technique de Coordination des Politiques de Sécurité Alimentaire et le Conseil National de Sécurité Alimentaire au niveau national. L'animation sera assurée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

## **7/ Suivi :**

Malgré le niveau élevé de la production et la bonne situation alimentaire par rapport à 2004-2005, la mise en œuvre du plan national de réponse exige un suivi rapproché notamment en ce qui concerne le marché du riz .

Le suivi sera assuré au niveau du terrain par les comités communaux, locaux et régionaux de sécurité alimentaire et au niveau national par :

- des représentants des services techniques chargés de l'exécution du PNR ;
- les Secrétaires généraux des différents ministères et le Commissaire à la Sécurité Alimentaire ;
- les Ministres chargés du Plan, de l'Élevage et de la Pêche, de l'Industrie et du Commerce, de l'Administration Territoriale et des Collectivités, des Affaires Etrangères, de l'Économie et de Finances , de l'Agriculture , de l'Équipement et des Transports et le Commissaire à la Sécurité Alimentaire.

Les Présidents des organismes consulaires (CCIM, APCAM et CM Chargeurs) et la coordination des associations des consommateurs peuvent être invités aux réunions des secrétaires généraux et /ou des ministres.

## **8/ Evaluation :**

Il sera conduit à la fin de la Campagne une évaluation des effets et impacts des différentes interventions. Auparavant des missions de suivi- appui seront organisées dans les régions auprès des comités de sécurité alimentaire en mai et novembre 2006 et elles feront le point d'exécution du Plan de Réponse.

**Tableau No1 : Récapitulatif des interventions et de leurs coûts**

<b>Interventions</b>	<b>Coûts</b>	<b>Zone concernée</b>	<b>Financement Partenaires</b>	<b>Financement Etat</b>	<b>Calendrier</b>	<b>Responsables</b>	<b>Autres Intervenants</b>
Reconstitution du stock national de sécurité pour 35 000 tonnes	3milliards FCFA	Ensemble du pays	2 milliards	1 milliard	Mars–avril	CSA / OPAM	MEF MAE MC I
Constitution d'un stock d'intervention (10 000 tonnes de riz et 24 000 tonnes de mil sorgho) dont la mise en place de stocks Communaux	4,406 milliards FCFA	Ensemble du pays	4,406 milliards FCFA		Mars à juin		MEF MIC MAECI
Extension des ventes d'intervention	141,167millions	7 localités	141,167 millions		Mai à novembre	CSA OPAM	MIC

Activités de communication	23 millions	Ensemble du pays	23 millions		Mars à juin	CSA	MI C
Ventes par offre publique et approvisionnement des marchés en riz.	2 milliards F CFA	Ensemble du pays	2 milliards F CFA		Mai à juin	CSA / OPAM	MIC
vivre contre travail ou vivre contre formation	Pm	Communes en difficultés	Pm		Mai à octobre	PAM	MA AAA MEP
Récupération nutritionnelle des enfants	Pm	Ensemble du pays.	Pm		Avril juillet	PAM	MS MDSSPA UNICEF SAP
Mise en place des coopératives de consommations ou de points de vente de céréales	Pm	Communes urbaines	Pm		mai	MDSSPA ASCOMA	MATCL